

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1135-2012, 5 décembre 2012

CONCERNANT les préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie afin de favoriser l'atteinte de l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le paragraphe 10^o du premier alinéa de l'article 49 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01) prévoit que lorsque la Régie de l'énergie fixe ou modifie un tarif de transport d'électricité elle doit notamment tenir compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 52.3 de cette loi, dans tout tarif que la Régie de l'énergie fixe ou modifie, applicable par le distributeur d'électricité à un consommateur ou une catégorie de consommateurs, la Régie tient notamment compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret;

ATTENDU QUE le retour à l'équilibre budgétaire, et son maintien par la suite, requièrent un effort de tous ceux qui peuvent contribuer à résorber l'impasse budgétaire actuelle;

ATTENDU QUE le bénéfice net d'Hydro-Québec constitue un revenu non négligeable pour l'État québécois;

ATTENDU QUE le gouvernement a demandé, dans son budget 2013-2014, un effort additionnel à Hydro-Québec pour établir la prévision du bénéfice net d'Hydro-Québec à 2 725 M\$ pour l'année 2013-2014;

ATTENDU QUE cet effort doit se concrétiser dans le bénéfice net d'Hydro-Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer à la Régie de l'énergie des préoccupations économiques, sociales et environnementales afin de favoriser l'atteinte de l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de l'Économie et de la ministre des Ressources naturelles :

QUE soit indiquée à la Régie de l'énergie les préoccupations économiques, sociales et environnementales suivantes afin de favoriser l'atteinte de l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec : lors de la fixation des tarifs d'électricité, les orientations gouvernementales mentionnées dans le budget 2013-2014 soient prises en considération.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58646

Gouvernement du Québec

Décret 1136-2012, 5 décembre 2012

CONCERNANT le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et à la Gouvernance souverainiste soit désormais désigné sous le nom de ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste;

QUE, conformément à cet article, il ait pour fonction de seconder la première ministre;

QUE lui soit confiée, sous la direction de la première ministre, la responsabilité de l'application des dispositions législatives et responsabilités suivantes :

1^o la section II de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), et ce, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif et à l'article 3.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ainsi que la responsabilité du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

2^o la Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (L.R.Q., c. C-7.1), et ce, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif;

3° la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec (L.R.Q., c. E-20.2), et ce, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif;

QUE le présent décret remplace le décret n° 930-2012 du 26 septembre 2012.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58647

Gouvernement du Québec

Décret 1137-2012, 5 décembre 2012

CONCERNANT la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), la ministre déléguée aux Services sociaux et à la Protection de la jeunesse ait pour fonctions de seconder le ministre de la Santé et des Services sociaux en ce qui a trait à la protection sociale des personnes les plus vulnérables de notre société, à la protection de la jeunesse et à l'adoption internationale;

QUE, conformément à cet article et sous la direction du ministre de la Santé et des Services sociaux, lui soit notamment confiée la responsabilité de l'application des lois suivantes :

1° la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1);

2° la Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1);

QUE, conformément à cet article, elle assume également la responsabilité du Secrétariat à l'adoption internationale;

QUE le présent décret remplace le décret n° 889-2012 du 20 septembre 2012.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58648

Gouvernement du Québec

Décret 1138-2012, 5 décembre 2012

CONCERNANT la région des Laurentides et la région de la Côte-Nord

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE soit confiée à monsieur Marjolain Dufour, député de René-Lévesque et whip en chef du gouvernement, la responsabilité de la région de la Côte-Nord;

QUE soit confiée à monsieur Sylvain Pagé, député de Labelle et président du caucus du parti du gouvernement, la responsabilité de la région des Laurentides.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58649

Gouvernement du Québec

Décret 1139-2012, 5 décembre 2012

CONCERNANT le Comité ministériel de la solidarité

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE les dispositions applicables au Comité ministériel de la solidarité soient les suivantes :

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

1. Sont membres du Comité ministériel de la solidarité :

— la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministre du Travail et ministre responsable de la Condition féminine;

— le ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des Aînés;

— le ministre de la Justice;

— le ministre de la Sécurité publique;

— la ministre de la Famille;

— la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;